



# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Afrique australe

Une publication du SER de Pretoria  
Du 13 au 17 janvier 2025

### Visite d'Etat en France du président angolais les 16 et 17 janvier

Le président Joao Lourenço dont le pays est le principal partenaire commercial de la France en Afrique subsaharienne a été reçu en France pour une visite d'Etat de deux jours. Il a d'abord été reçu par son homologue français lors d'une cérémonie officielle à l'Hôtel des Invalides, puis s'est rendu à l'Élysée pour une réunion bilatérale, fermée à la presse, et un déjeuner en tête à tête au cours desquels les deux présidents ont analysé l'instabilité politique sur le continent africain, et en particulier le conflit entre la République démocratique du Congo et le Rwanda, ainsi que les relations bilatérales franco-angolaises (renouvellement de l'accord intergouvernemental, signature d'accords sur l'enseignement supérieur, la biodiversité, la sécurité intérieure, l'agriculture irriguée, etc.). Après une première journée clôturée par un dîner d'Etat à l'Élysée, le Président Lourenço, lors de sa deuxième journée de visite, a participé au forum d'affaires France Angola organisé par Medef International avec l'AIPEX (homologue angolais de Business France) au cours duquel ont été signés des accords économiques, notamment dans les secteurs spatial (Airbus) pour la construction du satellite ANGeo-1 pour 231 M USD, de la météorologie (Météo France International) pour la phase 2 du projet ANGoMET pour 85 M EUR, un projet de développement stratégique des infrastructures du service météorologique national angolais (INAMET), de la santé (SFEH) avec notamment un audit de la maternité Augusto Ngangula de Luanda (la plus grande du pays) qui sera réalisé, en vue de sa réhabilitation et de son extension, grâce à un FASEP du Trésor français ainsi qu'avec la construction potentielle du premier hôpital ophtalmologique d'Angola avec un financement apporté par la Société Générale et de l'eau (Suez) avec la signature d'un MoU avec les autorités angolaises pour renforcer leur collaboration dans le secteur de l'eau. Cet accord avec l'Empresa Pública de Águas de Luanda (EPAL), l'entreprise publique responsable de la production et de la distribution d'eau potable dans la province de Luanda, doit permettre d'améliorer, développer et moderniser l'approvisionnement en eau potable des 9,7 millions d'habitants de la province de Luanda, qui connaît une forte croissance démographique. Des études préalables seront réalisées pour déterminer les investissements à réaliser. Le président angolais a enfin visité le centre de valorisation énergétique des déchets de Suez à Ivry, puis la cité des sciences et de l'industrie de la Villette.

## Sommaire :

### Afrique du Sud

- Le ministère sud-africain du commerce, de l'industrie et de la concurrence ouvre des consultations pour mettre en place des objectifs d'emplois réservés à différentes communautés (*BusinessLive*)
- 78 mineurs clandestins décédés dans la mine d'or désaffectée de Stillfontein (*Reuters*)
- Confirmation de la violation de la loi sud-africaine sur l'actionnariat national par FlySafair, qui risque des sanctions (*BusinessTech*)
- Le leader du ciment sud-africain PPC s'associe avec le chinois Sinoma Overseas Development Company pour construire une nouvelle usine (*BusinessTech*)
- La production d'électricité en hausse de 6,6% en glissement annuel au mois de novembre (*StatsSA*)
- Le rand se déprécie de 4,5% face au dollar au mois de novembre (*SA Reserve Bank*)
- Les demandes de restructurations de dettes à un niveau record au troisième trimestre 2024 (*National Credit Regulator*)

### Angola

- La raffinerie de pétrole de Cabinda, la deuxième du pays, doit être mise en service en juin 2025

### Botswana

- L'inflation se maintient à 1,7% au mois de décembre (*Statistics Botswana*)

### Malawi

- Le Malawi reçoit 100 camions-citernes permettant de réduire la pénurie de carburant du pays (*Nyasa Times*)
- Le déficit de la balance commerciale se réduit de 25,4% au mois de novembre (*Reserve Bank of Malawi*)

### Mozambique

- Daniel Chapo investi quatrième Président de la République du Mozambique (*Présidence mozambicaine*)
- Le Président de la République, Daniel Chapo, réforme la structure gouvernementale (*RadioPax*)

### Zimbabwe

- Le gouvernement zimbabwéen envisage de privatiser l'approvisionnement en eau d'Harare (*The Herald*)

# Afrique du Sud

## **Le ministère sud-africain du commerce, de l'industrie et de la concurrence ouvre des consultations pour mettre en place des objectifs d'emplois réservés à différentes communautés (*BusinessLive*)**

Le Département du commerce, de l'industrie et de la concurrence (DTIC) a lancé des consultations avec 18 secteurs économiques identifiés pour mettre en place des objectifs d'emplois des communautés historiquement défavorisées sous le régime de l'apartheid pour des questions raciales, de genre et de handicap. Ces objectifs s'inscrivent dans le cadre de l'*Employment Equity Amendment Act*, promulgué en avril 2023 par le président Cyril Ramaphosa, qui stipule que de tels quotas doivent être mis en place à tous les niveaux professionnels pour toutes les entreprises de plus de 50 employés.

Ainsi à partir du 1er janvier 2025, obtenir un certificat de conformité à l'équité en matière d'emploi deviendra une condition préalable pour travailler avec les organismes publics et accéder aux contrats d'État. Plusieurs organisations patronales comme la *National Employers' Association of SA* (Neasa) et Sakeliga contestent cette loi qu'elles considèrent comme nuisible et mal préparée puisque les quotas proposés n'ont pas encore été divulgués. Sakeliga a notamment prévu de présenter un recours à cette proposition, arguant que celle-ci ne respecterait ni le processus législatif, ni même les principes de la Constitution sud-africaine.

## **78 mineurs clandestins décédés dans la mine d'or désaffectée de Stillfontein (*Reuters*)**

78 corps de mineurs clandestins ont été extraits d'une mine d'or désaffectée à Stillfontein (province du North-West) en Afrique du Sud, selon les chiffres de la police au 15 janvier 2025. Cette dernière a cerné le puits pendant des mois, interdisant les ravitaillements en nourriture, pour en déloger ses occupants. L'opération a

toutefois permis de remonter 216 mineurs en vie, bien qu'en très mauvaise santé, ces derniers jours. Selon des sources locales, de nombreux autres mineurs et dépouilles seraient toujours au fonds de la mine.

Ces mineurs, aussi appelés « *zama zamas* » (« ceux qui essaient », en zoulou), sont presque tous originaires des pays voisins dont le Mozambique, le Lesotho et le Zimbabwe. Plus de 1 500 auraient déjà été arrêtés depuis août 2024, date à laquelle la police a commencé à encercler la mine et bloquer la grande majorité des approvisionnements en eau et nourriture, dans l'espoir de contenir les activités minières illégales sur le site. Cette opération policière est au centre de l'*Operation Vala Mgodi* destinée à combattre les mineurs illégaux dans le pays.

La *Democratic Alliance*, principal partenaire de coalition de l'ANC du président Ramaphosa, a appelé à la constitution d'une commission d'enquête indépendante pour établir la lumière sur les raisons ayant mené à cette tragédie. La *South African Federation of Trade Unions* et l'ONG *Lawyers for Human Rights* ont dénoncé les conditions humaines des *zama zamas* très affaiblis et remontés dans des cages en fer. De son côté, le ministre des Mines Gwede Mantashe a dénoncé la forte présence d'étrangers dans les activités minières illégales qui coûteraient à l'Afrique du Sud et à l'industrie minière des centaines de millions de dollars par an en pertes de ventes, de taxes et de redevances.

## **Confirmation de la violation de la loi sud-africaine sur l'actionnariat national par FlySafair, qui risque des sanctions (*BusinessTech*)**

Le Conseil de délivrance des licences de services aériens (ASLC) a conclu que la structure actionnariale de FlySafair est en violation des lois locales. Celles-ci exigent qu'au moins 75 % des droits de vote soient détenus par des citoyens sud-africains résidant dans le pays. Or, une enquête demandée par les concurrents Airlink et Global Airways (qui codétient la compagnie aérienne Lift) a révélé qu'ASL Aviation Holdings, basée en Irlande, détient environ

74,86 % de FlySafair, plaçant ainsi la compagnie en infraction.

FlySafair a demandé une exemption ministérielle à la ministre des Transports, Barbara Creecy. [Cependant, celle-ci a jugé la demande prématurée, insistant sur le respect des procédures. La ministre a souligné que l'annulation de la licence n'est pas garantie et que FlySafair pourra faire appel devant la Haute Cour si nécessaire.](#)

Selon FlySafair, cette interprétation stricte des règles de propriété pourrait rendre la plupart des compagnies aériennes sud-africaines non conformes, risquant des suspensions généralisées dans le secteur. Principale compagnie sud-africaine en termes de sièges (Airlink est devant au nombre d'avions), FlySafair joue un rôle clé dans l'aviation sud-africaine. Sa suspension pourrait avoir des conséquences majeures sur les prix des vols et la disponibilité des services, réduisant les options pour les voyageurs et augmentant les coûts.

### **Le leader du ciment sud-africain Pretoria Portland Cement (PPC) s'associe avec le chinois Sinoma Overseas Development Company pour construire une nouvelle usine (BusinessTech)**

PPC, le principal fabricant de ciment en Afrique du Sud, s'associe à Sinoma Overseas Development Company, une entreprise chinoise spécialisée dans les équipements et l'ingénierie du ciment, pour construire une nouvelle usine intégrée de ciment d'une valeur de 3 Mds ZAR (155 M EUR) dans la province du Western Cape. L'usine, construite sur un site actuel de production, aura une capacité de production de 1,5 million de tonnes de ciment par an, augmentant ainsi la capacité existante de PPC actuellement d'environ 7mt (Afrique du Sud, Botswana, Zimbabwe) tout en y ajoutant de nouvelles technologies comme un système de génération solaire intégré réduisant ainsi l'empreinte carbone autant que les coûts de production.

Sous réserve de l'approbation du conseil d'administration de PPC, la construction devrait débuter au deuxième trimestre de 2025, avec une mise en service prévue fin 2026. Les deux usines existantes de PPC

continueront de fonctionner pendant la construction de la nouvelle usine avant d'être mises à l'arrêt.

Le secteur du ciment sud-africain fait face à des défis structurels majeurs. En 2023, la production annuelle sud-africaine n'était que de 13 Mt malgré des capacités théoriques de 22 Mt. Cet écart est notamment lié aux problèmes d'approvisionnement énergétique qui frappe l'Afrique du Sud depuis des années malgré une amélioration récente. Selon un [rapport](#) commandé par PPC, plus de 2 000 emplois seraient menacés dans ce secteur, concurrencé par des importations à bas prix qui représentent désormais 25 à 30% du marché.

### **La production d'électricité a augmenté de 6,6% sur un an au mois de novembre (StatsSA)**

Selon l'institut des statistiques nationales (StatsSA), la production d'électricité a significativement progressé sur un an au mois de novembre (+6,6 %, soit 19 694 GWh). Cette évolution s'explique principalement par une amélioration des capacités de production de l'opérateur Eskom, ainsi que par un important effet de base (le mois de novembre 2023 ayant été marqué par d'importants délestages électriques). La consommation intérieure d'électricité a quant à elle augmenté de 2,7 % en glissement annuel, totalisant 17 349 GWh. A noter, que 13% de l'électricité produite sur la période a été générée par d'autres opérateurs qu'Eskom (producteurs indépendants IPP, installations individuelles, etc.). La production d'Eskom a toutefois progressé plus vite que celle des autres producteurs (+7,6% contre 6,6% pour l'ensemble de l'électricité produite), témoignant d'une amélioration des performances de l'opérateur national.

### **Le rand se déprécie de 4,5% face au dollar au mois de novembre (SA Reserve Bank)**

Le rand sud-africain s'est déprécié vis-à-vis du dollar (-4,5%), de l'euro (-2,4%) et de la livre sterling (-2,8%) au mois de décembre. Il atteignait 18,89 ZAR pour 1 USD fin décembre (contre 18,05 ZAR pour 1 USD fin novembre). Cette dépréciation reflète le renforcement du dollar américain qui

résulte des déclarations de la Banque centrale américaine concernant d'éventuelles baisses de ses taux d'intérêt, des performances robustes de l'économie américaine, et de la perspective de la mise en œuvre de politiques protectionnistes par la nouvelle administration américaine.

### **Les demandes de renégociation de crédits bancaires atteignent un niveau record au troisième trimestre 2024 (NCR)**

Selon l'organisme national de régulation bancaire (*National Credit Regulator*), plusieurs indicateurs révèlent une pression financière accrue sur les consommateurs au troisième trimestre 2024. Les demandes de crédit à la consommation ont fortement progressé (+46,8% par rapport à la même période de l'année précédente), dans un contexte national marqué par un regain d'optimisme sur le plan économique. Plusieurs indicateurs de solidité bancaire se sont en revanche dégradés : les dettes liées à l'utilisation de cartes de crédit ont progressé, comme les prêts immobiliers touchés par des arriérés de paiements (qui représentent désormais 6,9% du total des prêts en cours). Dans ce contexte, les demandes de renégociation de crédit ont augmenté de 41,9% sur un an au troisième trimestre. Cette tendance, qui résulte d'une faible croissance des revenus, des taux d'intérêts élevés, et d'une inflation qui est restée élevée ces derniers mois, pourrait à long terme fragiliser le secteur bancaire et grever la consommation domestique.

## Angola

### **La raffinerie de pétrole de Cabinda, la deuxième du pays, doit être mise en service en juin 2025**

Le ministre d'Etat en charge de la coordination économique a effectué une visite sur le site de la raffinerie en cours de construction dans l'enclave de Cabinda par un consortium composé de Gemcorp (90 %) et Sonangol (10 %). A ce stade, 72,5 % des travaux ont été réalisés, après une phase de mise en service et d'essais de validation des systèmes d'équipement intégrés qui a

débuté en novembre 2024. Plus de 2000 emplois directs et indirects ont été créés, dont 93 % détenus par des employés angolais, à 83 % issus de la province de Cabinda. Le projet est en phase d'achèvement concernant les réservoirs de stockage de pétrole brut et de lutte contre l'incendie, la tuyauterie et les travaux d'électricité et d'instrumentation, ainsi que les travaux routiers. Dans une première phase, la capacité de raffinage de pétrole brut angolais fourni par Sonangol doit atteindre 30 000 barils par jour, avant de passer à une capacité totale de 60 000 barils. Une fois conclu, ce projet permettra de réduire la dépendance de l'Angola aux importations de carburant, alors que le pays envisage d'éliminer progressivement les subventions coûteuses sur les carburants.

## Botswana

### **L'inflation se maintient à 1,7% au mois de décembre (Statistics Botswana)**

Selon l'institut national des statistiques (*Statistics Botswana*), l'inflation s'est maintenue à 1,7% sur un an au mois de décembre, soit exactement le même niveau qu'au mois précédent. Les principaux contributeurs à l'inflation ont été les secteurs des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+4,7%, soit une contribution positive de 0,7 point à l'inflation) et des « biens et services divers » (+7,5%, soit une contribution positive de 0,7 point). A l'inverse, les prix se sont contractés dans le secteur des transports (-2,5%, soit une contribution négative de 0,7 point à l'inflation totale), en raison d'une baisse des prix de l'essence.

## Malawi

### **Le Malawi reçoit 100 camions-citernes permettant de réduire la pénurie de carburant du pays (Nyasa Times)**

Le Malawi a commencé à recevoir samedi 11 janvier 2025 des cargaisons de carburant dans le cadre d'un accord de gouvernement à gouvernement (G-to-G) avec les Emirats Arabes Unis, visant à atténuer les récentes pénuries de carburant dans le pays. Un premier lot de

100 camions-citernes, transportant chacun 35 000 litres (soit un total de 3,5 millions de litres), est arrivé à la frontière nord du Malawi depuis Songwe en Tanzanie, dans le district de Karonga. Ces livraisons font partie d'une commande plus importante de 1 409 camions attendus depuis le port de Tanga, en Tanzanie.

Le ministre de l'Énergie, Ibrahim Matola, s'est dit confiant que ces cargaisons permettront de résoudre les pénuries de carburant qui ont touché le pays au cours des trois dernières semaines. Plus globalement, le pays est régulièrement touché par des crises d'approvisionnement en carburant qui sont notamment liées à la pénurie de devises étrangères nécessaires à l'achat de carburant sur le marché international. En effet, il semblerait que le gouvernement n'ait alloué que 37 M USD par mois aux importations de carburant, soit bien moins que les 51 M USD nécessaires.

Cette limitation est encore aggravée par une augmentation de la vente illégale de carburant. L'Autorité de régulation de l'énergie du Malawi (MERA) a identifié le marché noir comme un perturbateur majeur du réseau de distribution légale de carburant. Le carburant destiné aux stations-service réglementées serait détourné et vendu illégalement à des prix gonflés, accroissant la pénurie dans les points de vente légaux et poussant davantage de consommateurs vers des sources non réglementées.

### **Le déficit de la balance commerciale se réduit de 25,4% au mois de novembre (Reserve Bank of Malawi)**

Selon la banque centrale (*Reserve Bank of Malawi*), le mois de novembre a été marqué par une réduction significative du déficit commercial. Le déficit commercial s'est réduit de 25,4% par rapport au mois d'octobre pour atteindre 152 M USD, en raison d'une forte hausse des exportations (+76,2% en sur un mois, à 149,2 M USD), portées par les ventes de tabac (+77,2%, soit 104,4 M USD), tandis que les importations ont peu évolué (+4,4%, à 301,2 M USD). Les réserves en devises du pays restent particulièrement basses, représentant 2,1 mois d'importations. Pour

rappel, le pays est touché par une sévère pénurie de devises qui entrave les importations des entreprises, engendre une forte inflation, et mène à l'existence d'un marché parallèle sur lequel le Kwacha s'échange à un taux supérieur de près de 80% au taux officiel. En parallèle, l'inflation a sensiblement ralenti au mois de novembre, atteignant 27% sur un an, contre 32,4% au mois d'octobre. Elle est toutefois repartie légèrement à la hausse au mois de décembre, atteignant 28,1% sur un an, toujours portée par la hausse des prix des produits alimentaires (+35,6% en g.a).

## Mozambique

### **Daniel Chapo investi quatrième Président de la République du Mozambique (Présidence mozambicaine)**

Daniel Chapo, le candidat du parti sortant FRELIMO, a été investi le 15 janvier dernier par le Conseil constitutionnel pour un mandat de cinq ans. Daniel Chapo succède à Filipe Nyusi, qui a passé près de dix ans au pouvoir (2015-2024), et est issu du FRELIMO, le parti qui dirige le pays depuis l'Indépendance en 1975. Le 13 janvier dernier, les membres de l'Assemblée de la République ont également été investis. L'assemblée, historiquement dominée par le FRELIMO, accueille désormais un nouveau parti, PODEMOS, qui remplace la RENAMO en tant que principal parti d'opposition, ce dernier l'étant depuis 1994. Composée de 250 membres au total, l'Assemblée rassemble 171 députés du FRELIMO (-13 sièges par rapport à la législature précédente), 43 du PODEMOS, 23 de la RENAMO (-37 sièges) et 8 du MDM (+2 sièges).

### **Le Président de la République, Daniel Chapo, réforme la structure gouvernementale (Radiopax)**

Conformément à l'engagement pris dans son discours d'investiture, par décret présidentiel n° 1/2025 du 16 janvier, Daniel Chapo a décidé de supprimer dix ministères et trois secrétariats d'État. La Présidence justifie cette mesure par la nécessité d'optimiser et d'adapter les structures ministérielles aux besoins actuels

# Zimbabwe

du pays. Les ministères suivants ont été supprimés : le ministère de l'Économie et des Finances, le ministère des Transports et des Communications, le ministère de la Culture et du Tourisme, le ministère de l'Agriculture et du Développement Rural, le ministère de la Terre et de l'Environnement, le ministère de la Mer, des Eaux Intérieures et de la Pêche, le ministère de l'Industrie et du Commerce, le ministère du Travail et de la Sécurité Sociale, le ministère de l'Éducation et du Développement Humain, et le ministère des Sciences, de la Technologie et de l'Enseignement Supérieur. Trois secrétariats d'État ont également été supprimés : le secrétariat d'État pour la Jeunesse et l'Emploi, le secrétariat d'État des Sports, et le secrétariat d'État de l'Enseignement Technique et Professionnel. En remplacement de ces ministères et secrétariats, neuf nouveaux ministères ont été créés : le ministère des Finances (qui conserve les attributions de l'ancien Ministère de l'Économie et des Finances), le ministère de l'Économie (qui récupère les attributions du ministère de l'Industrie et du Commerce), le ministère de la Planification et du Développement, le ministère de l'Agriculture, de l'Environnement et de la Pêche, le ministère des Transports et de la Logistique, le ministère de l'Éducation et de la Culture, le ministère du Travail, du Genre et de l'Action Sociale, le ministère des Communications et de la Transformation Numérique, et le ministère de la Jeunesse et des Sports. La formation du nouveau gouvernement est en cours et sera annoncée dans les prochains jours.

## **Le gouvernement zimbabwéen envisage de privatiser l'approvisionnement en eau d'Harare (The Herald)**

Le gouvernement zimbabwéen envisage de privatiser l'approvisionnement en eau d'Harare pour résoudre les défis persistants liés à la prestation de ce service. Le ministre de l'Administration locale et des Travaux publics, Daniel Garwe, a expliqué que l'incapacité des autorités locales à gérer efficacement les services d'eau a motivé cette proposition. Huit manifestations d'intérêt ont été reçues, dont cinq de la part d'entreprises locales et trois d'entités internationales.

Le gouvernement zimbabwéen table sur une implication du secteur privé pour apporter des investissements, des technologies et une expertise opérationnelle, qui pourrait garantir un approvisionnement en eau plus fiable et de meilleure qualité pour les ménages et les entreprises d'Harare. Face à la déliquescence du réseau, une grande partie des quartiers de la ville sont en effet approvisionnés par des camions-citernes. Le ministre Garwe a indiqué que la privatisation couvrira toute la chaîne de valeur de l'eau, y compris la purification, la distribution, la facturation et les compteurs intelligents.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : SER de Pretoria, SE de Luanda, SE de Maputo

[jade.plancke@dgtresor.gouv.fr](mailto:jade.plancke@dgtresor.gouv.fr), [nicolas.viossat@dgtresor.gouv.fr](mailto:nicolas.viossat@dgtresor.gouv.fr)

Rédaction : SER de Pretoria

Abonnez-vous : [jade.plancke@dgtresor.gouv.fr](mailto:jade.plancke@dgtresor.gouv.fr), [nicolas.viossat@dgtresor.gouv.fr](mailto:nicolas.viossat@dgtresor.gouv.fr)